

Version du 27/11/2019

## Réunion plénière de la LXII COSAC

1 – 3 décembre 2019

Helsinki, Finlande

### AMENDEMENTS AU PROJET DE CONTRIBUTION DE LA LXII<sup>e</sup> COSAC

Texte original	Amendements proposés
<p>Désignation et programme de travail de la Commission von der Leyen [P.M. – à mettre à jour]</p>	<p><u>CY - VOULI TON ANTIPROSOPON</u>  <u>CZ - POSLANECKÁ SNĚMOVNA &amp; SENÁT</u>  <u>DE - BUNDESTAG &amp; BUNDESRAT</u>  <u>FR - ASSEMBLÉE NATIONALE &amp; SÉNAT</u>  <u>HU - ORSZÁGGYŰLÉS</u>  <u>IT - CAMERA DEI DEPUTATI &amp; SENATO DELLA REPUBBLICA</u>  <u>LV - SAEIMA</u>  <u>PL - SEJM</u>  <u>PT - ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA</u>  <u>SK - NÁRODNÁ RADA</u></p> <p>Le Folketing danois et Vouli ton Ellinon grec envisagent de cosigner. (avant le premier paragraphe, insérez les paragraphes suivants)</p> <p><b>Conférence sur l'avenir de l'Europe</b></p>

	<p><i>Compte tenu du rôle des parlements nationaux dans le fondement démocratique de l'Union européenne, de leurs compétences institutionnelles et de la nécessité de renforcer leur implication dans le processus décisionnel européen, la COSAC estime indispensable que les parlements nationaux soient pleinement associés à la définition des objectifs, à l'organisation et à la mise en œuvre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.</i></p> <p><i>À cette fin, la COSAC demande que les représentants de tous les parlements nationaux de jure participent à toutes les réunions prévues dans le cadre de la Conférence et aient la possibilité de présenter leurs propres propositions sur l'avenir de l'Europe.</i></p> <p><b><u>SE - RIKSDAGEN</u></b></p> <p><i>(1) La COSAC réaffirme que la participation adéquate des parlements nationaux aux processus décisionnels et législatifs au niveau européen est d'une importance majeure pour assurer un degré élevé de transparence, d'efficacité et d'acceptation par l'opinion publique. La COSAC encourage les institutions de l'Union européenne, les parlements nationaux et régionaux et les autorités régionales et locales et la société civile à travailler ensemble afin d'améliorer l'échange d'idées entre les parlements, les autorités et les citoyens de l'Union européenne.</i></p> <p><i>(2) À la lumière de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, annoncée dans les orientations politiques de la nouvelle Commission, la COSAC souligne l'importance d'associer pleinement et de manière adéquate les parlements nationaux aux travaux de la Conférence à toutes les étapes du processus.</i></p>
<p><b>Cadre financier pluriannuel</b></p> <p>(1) La COSAC appelle à l'approbation sans délai du Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, en rappelant que tout retard dans son adoption diffère la satisfaction des objectifs stratégiques de l'Union européenne. La COSAC insiste sur la nécessité de réaliser des progrès significatifs lors de la réunion du Conseil européen qui se tiendra en décembre 2019.</p>	<p><b><u>EL - VOULI TON ELLINON</u></b></p> <p>(1) La COSAC appelle à l'approbation sans délai du Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, en rappelant que tout retard dans son adoption diffère la satisfaction des objectifs stratégiques de l'Union européenne <b><i>et qu'un CFP solide est nécessaire pour faire face aux défis cruciaux tels que le changement climatique, les migrations et la lutte contre le chômage, qu'aucun État membre ne peut affronter seul.</i></b> La COSAC insiste sur la nécessité</p>

	<p>de réaliser des progrès significatifs lors de la réunion du Conseil européen qui se tiendra en décembre 2019.</p> <p><b><u>IT - CAMERA DEI DEPUTATI &amp; SENATO DELLA REPUBBLICA</u></b></p> <p>(1) La COSAC appelle à l’approbation sans délai <b><i>et satisfaisante</i></b> du Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027, en rappelant que tout retard dans son adoption diffère la satisfaction des objectifs stratégiques de l’Union européenne. La COSAC insiste sur la nécessité de réaliser des progrès significatifs lors de la réunion du Conseil européen qui se tiendra en décembre 2019.</p>
<p><b>Cadre financier pluriannuel</b></p> <p>(2) La COSAC constate que tous les États membres ont intérêt à voir atteints les objectifs stratégiques de l’Union, à savoir la compétitivité, l’encouragement de l’innovation, la politique climatique et la biodiversité. Une approche constructive du CFP requiert de mettre en balance les objectifs budgétaires nominaux de l’ensemble des États membres et les futurs résultats escomptés des investissements convenus. La COSAC rappelle qu’en portant toute l’attention qu’elles méritent aux politiques afférentes, les dépenses agricoles et de cohésion sont compatibles avec les objectifs stratégiques fixés.</p>	<p><b><u>EL - VOULI TON ELLINON</u></b></p> <p>(2) La COSAC constate que tous les États membres ont intérêt à voir atteints les objectifs stratégiques de l’Union, à savoir la compétitivité, l’encouragement de l’innovation, la politique climatique et la biodiversité. Une approche constructive du CFP requiert de mettre en balance les objectifs budgétaires nominaux de l’ensemble des États membres et les futurs résultats escomptés des investissements convenus. La COSAC rappelle qu’en portant toute l’attention qu’elles méritent aux politiques, les dépenses agricoles et de cohésion sont compatibles avec les objectifs stratégiques fixés. <b><i>En même temps, elle reconnaît l’énorme contribution de la politique agricole commune et de la politique de cohésion à la prospérité de tous les citoyens de l’Union européenne et à la sauvegarde de la cohésion sociale et du mode de vie européen dans l’ensemble de l’Union.</i></b></p> <p><b><u>IT - CAMERA DEI DEPUTATI &amp; SENATO DELLA REPUBBLICA</u></b></p> <p>(2) La COSAC constate que tous les États membres ont intérêt à voir atteints les objectifs stratégiques de l’Union, à savoir la compétitivité, l’encouragement de l’innovation, la politique climatique et la biodiversité. Une approche constructive du CFP requiert de mettre en balance les objectifs budgétaires nominaux de l’ensemble des États membres et les futurs résultats escomptés des investissements convenus. <del>La COSAC rappelle qu’en portant toute l’attention qu’elles méritent aux politiques afférentes, les dépenses</del></p>

	<p><del>agricoles et de cohésion sont compatibles avec les objectifs stratégiques fixés. La COSAC souligne qu'en portant toute l'attention qu'elles méritent aux politiques, les dépenses agricoles et de cohésion doivent être confirmées à un niveau approprié, compatible avec les objectifs stratégiques fixés de l'Union.</del></p> <p><b><u>PT - ASSEMBLEIA DA REPÚBLICA</u></b></p> <p>(2) La COSAC constate que tous les États membres ont intérêt à voir atteints les objectifs stratégiques de l'Union, à savoir la compétitivité, l'encouragement de l'innovation, la politique climatique et la biodiversité. Une approche constructive du CFP requiert de mettre en balance les objectifs budgétaires nominaux de l'ensemble des États membres et les futurs résultats escomptés des investissements convenus. La COSAC rappelle qu'en portant toute l'attention qu'elles méritent aux politiques afférentes, les dépenses agricoles et de cohésion, <b>y compris les régions ultrapériphériques</b>, sont compatibles avec les objectifs stratégiques fixés.</p> <p><b><u>SE - RIKSDAGEN</u></b></p> <p>(2) La COSAC constate que tous les États membres ont intérêt à voir atteints les objectifs stratégiques de l'Union, à savoir la compétitivité, l'encouragement de l'innovation, la politique climatique et la biodiversité. Une approche constructive du CFP requiert de mettre en balance les objectifs budgétaires nominaux de l'ensemble des États membres et les futurs résultats escomptés des investissements convenus. <del>La COSAC rappelle qu'en portant toute l'attention qu'elles méritent aux politiques afférentes, les dépenses agricoles et de cohésion sont compatibles avec les objectifs stratégiques fixés.</del></p>
<p>Cadre financier pluriannuel</p> <p>(3) La COSAC observe que l'adoption du CFP implique qu'un accord sur la revue du système des ressources propres de l'UE soit trouvé.</p>	<p><b><u>SE - RIKSDAGEN</u></b></p> <p>(3) <del>La COSAC observe que l'adoption du CFP implique qu'un accord sur la revue du système des ressources propres de l'UE soit trouvé.</del></p> <p><b><u>IT - CAMERA DEI DEPUTATI &amp; SENATO DELLA REPUBBLICA</u></b></p>

	<p><i>(nouveau paragraphe)</i>  <b>(3.a) La COSAC observe que pour garantir des ressources suffisantes pour les politiques stratégiques propres de l'UE sans peser sur les budgets des États membres, il est également nécessaire de prendre des mesures fiscales, en particulier dans les domaines financier, environnemental et numérique. La Cosac observe que l'Union européenne devrait pouvoir se prononcer sur certaines questions fiscales à la majorité qualifiée.</b></p>
<p>Cadre financier pluriannuel</p> <p>(4) La COSAC insiste sur le besoin de nouveaux mécanismes pour protéger les intérêts financiers de l'Union quand ils sont menacés par un manque de respect pour l'État de droit ou par une menace systémique aux valeurs figurant à l'Article 2 du traité sur l'Union Européenne.</p>	<p><b><u>HU - ORSZÁGGYŰLÉS</u></b></p> <p>(4) La COSAC insiste sur le besoin de <del>nouveaux</del> mécanismes <b>objectifs</b> pour protéger les intérêts financiers de l'Union quand ils sont menacés par un manque de respect pour l'État de droit ou par une menace systémique aux valeurs figurant à l'Article 2 du traité sur l'Union Européenne.</p> <p><b><u>IT - CAMERA DEI DEPUTATI &amp; SENATO DELLA REPUBBLICA</u></b></p> <p>(4) <del>La COSAC insiste sur le besoin de nouveaux mécanismes</del> <b>La COSAC insiste sur la nécessité de trouver un large consensus pour de nouveaux mécanismes efficaces</b> pour protéger les intérêts financiers de l'Union quand ils sont menacés par un manque de respect pour l'État de droit ou par une menace systémique aux valeurs figurant à l'Article 2 du traité sur l'Union Européenne.</p> <p><b><u>PL - SEJM</u></b></p> <p>(4) La COSAC insiste sur le besoin de nouveaux mécanismes pour protéger les intérêts financiers de <del>l'Union quand ils sont menacés par un manque de respect pour l'État de droit ou par une menace systémique aux valeurs figurant à l'Article 2 du traité sur l'Union Européenne</del> <b>au cas de insuffisances généralisés concernant l'État de droit dans les États membres, pour autant qu'il existe un lien direct avec le budget communautaire.</b></p> <p><b><u>SK - NÁRODNÁ RADA</u></b></p>

	<p>(4) La COSAC insiste sur le besoin de nouveaux mécanismes pour protéger les intérêts financiers de l'Union quand ils sont menacés par un manque de respect pour l'État de droit ou par une menace systémique aux valeurs figurant à l'Article 2 du traité sur l'Union Européenne. <b>Chaque nouveau mécanisme devrait conformer le cadre des traités, avoir de valeur ajoutée et ne pas faire double emploi avec les mécanismes existants. La COSAC souligne également que le dialogue mutuellement respectueux et les mécanismes de prévention devraient primer sur les mécanismes de sanction.</b></p>
<p><b>Droits fondamentaux et État de droit</b></p> <p>(5) La COSAC rappelle que 2019 marque le dixième anniversaire du traité de Lisbonne et de l'invocabilité directe de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. La COSAC rappelle que l'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, d'État de droit et de droits de l'homme, y compris les droits des personnes appartenant à des minorités, et réaffirme que ces valeurs font partie intégrante de toutes les politiques de l'Union européenne. L'État de droit est, de l'avis de la COSAC, la pierre angulaire de la légitimité de l'UE aux yeux de ses citoyens. La COSAC salue le travail de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et approuve le rôle important qui lui a été confié dans la lutte pour le respect de ces droits dans l'exercice normal des fonctions de l'UE.</p>	<p><b><u>EL - VOULI TON ELLINON</u></b></p> <p>(5) La COSAC rappelle que 2019 marque le dixième anniversaire du traité de Lisbonne et de l'invocabilité directe de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. La COSAC rappelle que l'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, d'État de droit et de droits de l'homme, <del>y compris les droits des personnes appartenant à des minorités</del>, et réaffirme que ces valeurs font partie intégrante de toutes les politiques de l'Union européenne. L'État de droit est, de l'avis de la COSAC, la pierre angulaire de la légitimité de l'UE aux yeux de ses citoyens. La COSAC salue le travail de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et approuve le rôle important qui lui a été confié dans la lutte pour le respect de ces droits dans l'exercice normal des fonctions de l'UE.</p>
<p><b>Droits fondamentaux et État de droit</b></p> <p>(6) La COSAC constate que pour préserver les valeurs de l'UE, une vigilance de tous les instants est impérative. La COSAC considère que puisqu'en signant le traité sur l'Union européenne, tous les États membres se sont engagés à défendre l'État de droit, ils doivent accepter une surveillance transparente et impartiale et un examen par leurs pairs de l'État de droit sur leur territoire. La COSAC réaffirme le fait que lorsque des carences en matière d'État de droit</p>	<p><b><u>CY - VOULI TON ANTIPROSOPON</u></b></p> <p>(6) La COSAC constate que pour préserver les valeurs de l'UE, une vigilance de tous les instants est impérative. La COSAC considère que puisqu'en signant le traité sur l'Union européenne, tous les États membres se sont engagés à défendre l'État de droit, ils doivent accepter une surveillance transparente et impartiale et un examen par leurs pairs de l'État de droit sur leur territoire. <b>Cela devrait également s'appliquer à tous les pays candidats, à l'heure actuelle et à l'avenir.</b> La COSAC réaffirme le fait que lorsque des carences en matière</p>

affectent le fonctionnement du marché unique ou la mise en œuvre de politiques européennes, l'Union et ses États membres ont des raisons tout à fait légitimes d'être préoccupés et de prendre les mesures qui s'imposent.

d'État de droit affectent le fonctionnement du marché unique ou la mise en œuvre de politiques européennes, l'Union et ses États membres ont des raisons tout à fait légitimes d'être préoccupés et de prendre les mesures qui s'imposent.

#### IT - CAMERA DEI DEPUTATI & SENATO DELLA REPUBBLICA

(6) La COSAC constate que pour préserver les valeurs de l'UE, une vigilance de tous les instants est impérative. La COSAC considère que puisqu'en signant le traité sur l'Union européenne, tous les États membres se sont engagés à défendre l'État de droit, ils doivent accepter une surveillance transparente et impartiale et un examen par leurs pairs de l'État de droit sur leur territoire. La COSAC affirme que lorsque des carences en matière d'État de droit ~~affectent~~ **nuisent gravement** au fonctionnement du marché unique ou à la mise en œuvre de politiques européennes, l'Union et ses États membres ont des raisons tout à fait légitimes d'être préoccupés et de prendre les mesures qui s'imposent.

#### PL - SEJM

(6) La COSAC constate que pour préserver les valeurs de l'UE, une vigilance de tous les instants est impérative. La COSAC considère que puisqu'en signant le traité sur l'Union européenne, tous les États membres se sont engagés à défendre l'État de droit, ils doivent accepter une surveillance transparente et impartiale et un examen par leurs pairs de l'État de droit sur leur territoire **dans le cadre des traités**. La COSAC affirme que lorsque des carences en matière d'État de droit affectent le bon fonctionnement du marché unique ou la mise en œuvre de politiques européennes, l'Union et ses États membres ont des raisons tout à fait légitimes d'être préoccupés et de prendre les mesures qui s'imposent, **sans préjudice du principe des compétences attribuées, ainsi que du respect de l'identité nationale des États membres, inhérent à leurs structures politiques et constitutionnelles fondamentales**.

Une stratégie climatique gagnante pour l'Europe

EL - VOULI TON ELLINON

(8) La COSAC appelle la Commission européenne et le Conseil européen à faire en sorte que l'UE demeure le chef de file en matière de la politique climatique à travers le monde en continuant à jouer un rôle prépondérant et à rehausser les ambitions de l'UE dans ce domaine. La COSAC constate avec satisfaction l'engagement pris par le Conseil européen en faveur de la neutralité climatique qui, selon elle, devrait être renforcé en fixant une échéance ferme à 2050.

(8) La COSAC appelle la Commission européenne et le Conseil européen à faire en sorte que l'UE demeure le chef de file en matière de la politique climatique à travers le monde en continuant à jouer un rôle prépondérant et à rehausser les ambitions de l'UE dans ce domaine. La COSAC constate avec satisfaction l'engagement pris par le Conseil européen en faveur de la neutralité climatique qui, selon elle, devrait être renforcé en fixant une échéance ferme à 2050. ***Reconnaissance que cette transition ambitieuse entraînera de profonds changements socio-économiques, il est important de souligner qu'il convient de mettre l'accent sur les outils et mécanismes appropriés et, à cet égard, sur le renforcement du rôle du financement nécessaire afin de faire face aux éventuelles retombées dans les domaines qui seront les plus touchés par la transition vers une économie climatiquement neutre.***

#### HU - ORSZÁGGYŰLÉS

(8) La COSAC appelle la Commission européenne et le Conseil européen à faire en sorte que l'UE demeure le chef de file en matière de la politique climatique à travers le monde en continuant à jouer un rôle prépondérant et à rehausser les ambitions de l'UE dans ce domaine. La COSAC constate avec satisfaction l'engagement pris par le Conseil européen en faveur de la neutralité climatique qui, selon elle, devrait être renforcé en fixant une échéance ferme à 2050 ***et assorti d'instruments financiers adéquats.***

#### PL - SEJM

(8) La COSAC appelle la Commission européenne et le Conseil européen à faire en sorte que l'UE demeure le chef de file en matière de la politique climatique à travers le monde en continuant à jouer un rôle prépondérant et à rehausser ~~les ambitions de l'UE~~ ***l'engagement de l'UE*** dans ce domaine. La COSAC constate avec satisfaction l'engagement pris par le Conseil européen en faveur de la neutralité climatique ~~qui, selon elle, devrait être renforcé en fixant une échéance ferme à 2050.~~

#### IT - CAMERA DEI DEPUTATI & SENATO DELLA REPUBBLICA

(nouveau paragraphe)

***(8.a) Dans le but de faire de l'Europe le premier continent au monde climatiquement neutre d'ici 2050, la Cosac soutient un « New Deal » vert qui devrait être appuyé par un plan d'investissement solide, aux niveaux national et européen, permettant de débloquer un billion d'euros au cours de la prochaine décennie ; la COSAC appelle les institutions européennes à œuvrer dans le cadre du Semestre européen pour veiller à ce que les investissements et réformes nécessaires soient efficacement réalisés, en exploitant au mieux toute la flexibilité offerte à cet égard.***

**FR - ASSEMBLÉE NATIONALE**

**IT - CAMERA DEI DEPUTATI & SENATO DELLA REPUBBLICA**

Bundestag allemand soutient l'amendement.

(ajouter la phrase suivante à la fin du 8<sup>e</sup> paragraphe)

***(8.a) La COSAC espère que le « Semestre européen » sera réformé afin de garantir que les économies des États membres de l'Union maintiennent le cap sur les objectifs de développement durable définis dans le Programme 2030 des Nations Unies.***